

Attentats du 13 novembre : Au Parlement belge, PS, Ecolo et PTB dans le piège sécuritaire

mardi 1er décembre 2015, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 1er décembre 2015).

Sommaire

- [Europe sécuritaire](#)
- [Unité nationale ?](#)
- [« La sécurité, un droit \(...\) »](#)

Au moment où nous écrivons, le Parlement belge a débattu à deux reprises des attentats de Paris et de leurs conséquences, les 19 et 26 novembre. On connaît la position de la majorité de droite : à la barbarie djihadiste, elle répond par l'état d'urgence ou d'exception, les amalgames racistes-islamophobes et l'envoi d'un navire de guerre en appui au porte-avions français Charles De Gaulle. Dix-huit mesures répressives sont dans le pipe-line, dont la moitié est applicable à n'importe qui sous n'importe quel prétexte. La lutte antiterroriste détourne l'attention du social et crée un climat propice à l'offensive anti-syndicale et liberticide.

La N-VA boit du petit lait. Jouant avec habileté de ses postes clés à l'Intérieur, à la Défense et à l'Asile, elle amplifie la peur et la met en scène. Du grand art ! Comme le disait récemment Felipe Van Keirsbilck sur les réseaux sociaux, les attentats sont une « aubaine » pour le parti de Bart De Wever : il y voit l'opportunité de « réaliser en trois mois son programme pour les vingt prochaines années », notamment de casser la sécurité sociale. « C'est un Etat-NVA qui se met en place brutalement depuis le 13 novembre », ajoutait le secrétaire national de la CNE.

Et l'opposition dans tout ça ? Résumant les interventions après la session du 26 novembre à la Chambre, *La Libre* titrait en gras : « L'opposition doit se contenter de critiquer la com' du gouvernement ». Et l'auteur de l'article de pointer ce paradoxe : la réouverture des écoles en dépit d'un niveau de menace maintenu à 4 offrait un point de départ pour montrer que la droite manipule les peurs afin de créer un climat propice à sa politique liberticide, mais « la critique (du PS, d'Ecolo, du CdH et du PTB) est restée très superficielle. Aucune des mesures d'urgence prises ces deux dernières semaines n'a été critiquée. L'opposition a dû se contenter d'attaquer la communication gouvernementale ».

Laissons de côté le CdH, et concentrons-nous sur la gauche. Au parlement, celle-ci craint d'apparaître comme « laxiste » face au terrorisme. Par peur que cette image lui coûte des voix, elle a choisi dès le début 1°) de se placer dans le cadre de « l'unité nationale » appelée de ses vœux par le Premier Ministre ; 2°) de soutenir le discours général du gouvernement de droite ; et 3°) d'approuver globalement les mesures prises au nom de la lutte antiterroriste. Il ne s'agit évidemment pas d'un accord sans critique : chaque parti cherche à se profiler aux dépens des autres, et chaque parti doit envoyer des messages non seulement à la masse des électeurs mais aussi à ses propres membres. Mais il s'agit bel et bien d'un accord sur le cadre stratégique.

Cet accord stratégique est tout à fait explicite dans la longue intervention de Laurette Onkelinx à la

Chambre le 13 novembre [1] : soutien à l'intervention militaire de la Belgique aux côtés de la France, appui à l'emprisonnement automatique des personnes revenant de Syrie, plaidoyer en faveur d'une « véritable agence européenne de sécurité » (la CIA européenne chère à Michel), augmentation des effectifs de police et des budgets (« La condition sine qua non pour mener la lutte contre le terrorisme, c'est de donner les moyens nécessaires et suffisants. Ce qu'il faut c'est changer de cap, arrêter les économies. Vous l'avez compris : 400 millions d'euros c'est un changement de cap. Il était temps. Je salue cette décision »). En même temps, le PS veut rassurer le « peuple de gauche » : il faudrait, selon Onkelinx, « allier répression avec prévention et politique sociale d'intégration », « tirer les leçons de l'ère Bush et ne plus reproduire ses erreurs », « reconnaître que l'Occident n'a pas été assez regardant avec certains alliés qui ont été les principaux bailleurs de fonds de mouvements comme Al Qaïda et l'Etat Islamique » (allusion au Qatar et à l'Arabie saoudite) « couper l'oxygène à l'Etat islamique », pratiquer une répression ciblée sur les terroristes... et ne pas désigner de boucs émissaires, car Daesh nous fait comprendre « ce que fuient les réfugiés ».

Europe sécuritaire

En Europe, tous les partis sociaux-libéraux sont gagnés peu ou prou à la politique sécuritaire. *Le Monde* du 24 novembre rappelait le tournant pris en 1997 par Lionel Jospin : dans sa déclaration de politique générale, le dirigeant du PS français affirmait que « la sécurité, garante de la liberté, est un droit fondamental de la personne humaine ». Jospin voulait éliminer tout soupçon de laxisme ou d'angélisme sur les questions de sécurité. On voit aujourd'hui où ça mène : sous couvert de lutte antiterroriste, Hollande, Valls et Cazeneuve criminalisent toute résistance sociale et reprennent des pans entiers du programme du FN. Des activistes écologistes sont assignés à résidence. Le 29 novembre, des manifestant-e-s pacifiques sont gazés et matraqués sauvagement avant d'être emmenés en garde à vue. Leur seul crime : avoir tenté de manifester contre la COP21, vendue aux multinationales...

On nous objectera que le PS belge et le sp.a ne vont pas jusque là. C'est exact, mais ils sont dans l'opposition au fédéral. Les propos musclés d'un Louis Tobback ou d'un Vande Lannotte en Flandre, la politique d'asile menée par le tandem Di Rupo-De Block sous la législature précédente, le plan « antiradicalisme » du gouvernement wallon (charger l'ONem et les CPAS de dénicher les personnes en voie de radicalisation !) montrent jusqu'où nos sociaux-démocrates peuvent aller quand ils sont au pouvoir...

Le positionnement d'ECOLO et de Groen ! paraîtra sans doute plus surprenant à certains. Pas à nous. Ici aussi, l'exemple français est édifiant : à l'Assemblée nationale, les Verts français ont approuvé la prolongation de l'état d'urgence. Interrogée à la télévision, une élue déclarait benoîtement qu'il fallait faire confiance au Chef de l'Etat, qu'il avait sûrement des raisons valables pour prôner cette mesure. Au lendemain du rassemblement contre la COP21, Cécile Duflot déclarait que « les casseurs Place de la République n'ont rien à voir avec l'écologie ». La députée EELV visitait les manifestant-e-s, pas les policiers... Duflot n'a pas eu un mot pour dénoncer l'incroyable déploiement de robocops et de provocateurs mobilisés pour réprimer très brutalement le droit démocratique de manifester, et donner aux médias des images pour appuyer leurs mensonges.

Certes, nos Ecolo ne sont pas aussi nettement engagés que leurs collègues de l'Hexagone. En Belgique, du fait de la pratique des coalitions, les phénomènes politiques ont toujours une expression plus molle que chez nos voisins du Sud. Rappelons cependant que nos verts (de même que le PS et... le PTB) se sont abstenus cet été lors du vote à la Chambre sur un paquet de mesures antiterroristes proposé suite au démantèlement d'une cellule de Daesh à Verviers [2]. Un paquet exclusivement sécuritaire, qui comportait notamment l'extension de la liste des infractions justifiant

des écoutes téléphoniques ou la déchéance de nationalité. Pas un mot pour faire remarquer que la « guerre au terrorisme » déclarée par G.W. Bush et suivie par la Belgique n'a fait que renforcer le terrorisme [3].

Mais laissons là la social-démocratie et les écologistes et penchons-nous sur le positionnement du nouveau venu, le PTB. Le PTB avait annoncé le retour au Parlement d'une « vraie gauche décomplexée ». Cependant, sur ce dossier, il est frappant de constater à quel point il est proche du PS. Dans son intervention à la Chambre le 19 novembre, Raoul Hedebouw a en effet déclaré : « Monsieur le Premier Ministre, vous avez appelé à l'unité nationale. Cette unité nationale, je peux la partager en matière de mesures concrètes prises (...) Je me réjouis que des fonds supplémentaires de 400 millions vont être dégagés. Je me réjouis et j'espère sincèrement que cet argent ne sera pas pris sur des budgets sociaux. Je voudrais aussi que 400 autres millions soient investis sur le terrain de la prévention. (...) Je peux vous suivre dans le besoin d'organiser une efficacité accrue de nos services de renseignements. Mais nos services ont trop de renseignements à analyser. Je plaide pour que nos mesures soient ciblées vers les recruteurs et ceux qui organisent les réseaux terroristes et ne soient pas trop généralisées. » [4]

Unité nationale ?

En tant que parti qui se réclame du marxisme, le PTB ne peut évidemment qu'être opposé au concept d'unité nationale. En même temps, sa priorité est d'éviter toute polarisation face au discours sécuritaire dominant. Son obsession : ne pas paraître « radical », trop éloigné de ce qu'il considère être le souci principal de la population – la sécurité. Alors, plutôt que de dénoncer l'unité nationale comme un piège, Raoul Hedebouw finasse pour lui donner un contenu antiraciste : « Monsieur le Premier Ministre, dit-il, je partage votre volonté de répondre à ces terroristes que face à leur volonté de division nous voulons opposer l'unité de l'ensemble des composantes de notre société, de quelque origine qu'elles soient. » Ce n'est évidemment pas ce que la droite entend par « unité nationale », en particulier du côté d'une N-VA de plus en plus xénophobe !

A l'interne, on imagine que la feinte de Raoul permet au PTB de rassurer ses membres : le parti ne se laisse pas piéger, il reste fidèle à ses principes de lutte des classes. Mais, à l'externe, le point est marqué pour la droite. Les médias notent avec satisfaction que le PTB est « en principe pour l'unité nationale » (*Le Soir* du 19/11). De fait, on n'a pas entendu le PTB dénoncer l'instrumentalisation cynique de la peur au profit du projet néolibéral autoritaire, le rôle des ministres NVA dans cette instrumentalisation, et l'explosion de racisme, d'islamophobie que la politique sécuritaire favorise. On ne l'a pas non plus entendu déplorer le fait que les directions syndicales (sauf dans le Hainaut) ont décidé, suite aux attentats, de suspendre les actions contre l'austérité.

En même temps, comme tout parti, le PTB a besoin de se démarquer. Il a choisi de le faire essentiellement sur le plan de la politique extérieure. Ici aussi, les convergences avec l'intervention d'Onkelinx sont frappantes, mais le PTB va plus loin et est plus explicite. Raoul Hedebouw, le 19 novembre à la Chambre : « Monsieur le Premier Ministre, nous avons vu que l'unité nationale après le 11 septembre a fait foncer les USA dans des solutions qui n'en ont pas été. Cela nous oblige à examiner de manière critique ce que l'Occident a fait dans cette région. Nous devons oser montrer du doigt les Etats-Unis qui ont détruit toute structure d'Etat en Irak et divisé la population en chiites et sunnites. Ce qui m'a manqué dans votre exposé, Monsieur le Premier ministre, est qu'on ne fait rien pour couper le robinet de DAESH dans la région. Comment se fait-il que personne dans la majorité ne dit que le problème est en Arabie saoudite et au Qatar ? » Et le porte-parole du PTB de dénoncer les liens de la Belgique avec ces deux pays, notamment les investissements saoudiens à Anvers, applaudis par Bart De Wever...

Il y a une part de vérité dans ces propos. Oui, les guerres impérialistes, en particulier la guerre US contre l'Irak, sont largement responsables du chaos au Moyen-Orient. Oui, la politique américaine en Irak a approfondi les tensions entre chiites et sunnites. Oui, la « débaasification » radicale a démantelé le secteur public, détruit toute structure sociale et ouvert le champ à Daesh dans ce pays. Oui, l'alliance entre les Etats-Unis et les monarchies pétrolières fondamentalistes et réactionnaires (il faudrait y ajouter le soutien à l'Etat sioniste) enlève toute légitimité au discours pseudo-démocratique de l'Occident dans la région. Oui le wahabbisme saoudien sert de référence idéologique aux terroristes. Mais il y a bien d'autres aspects de cette réalité beaucoup plus complexe. Par exemple : non, Daesh n'est pas le bras armé terroriste de l'Arabie saoudite et du Qatar, sa colonne vertébrale est formée d'anciens officiers de Saddam Hussein ; non, il ne dépend pas des monarchies du golfe pour son financement et son armement - au contraire, il menace leur stabilité au même titre que celle de tous les autres pays de la région... Surtout, on ne comprend pas le développement foudroyant de l'Etat islamique sans inclure dans l'analyse la guerre atroce que la dictature de Bachar Al-Assad livre depuis quatre ans contre son propre peuple parce qu'il a commis le crime d'exiger des droits démocratiques, comme en Tunisie, en Egypte et ailleurs.

Faute de prendre en compte cette complexité, les tirades du PTB contre l'Arabie saoudite peuvent être suspectées de cacher un agenda autre que la lutte antiterroriste. Au moment où ces lignes sont écrites, le PTB lance une pétition « On ne joue pas avec l'argent du terrorisme : pas de concession saoudienne dans le port d'Anvers » [5]. Il est certes utile et nécessaire de démasquer l'hypocrisie de la classe dominante en général, de la N-VA en particulier, qui prétend lutter « contre l'obscurantisme » et défendre « les valeurs de la démocratie » - notamment « l'égalité des droits entre hommes et femmes » - alors que la dictature intégriste, patriarcale et réactionnaire des Saoud est un de ses principaux alliés et partenaires commerciaux dans la région. Mais c'est une contre-vérité d'écrire que, « selon tous les rapports internationaux, l'Arabie saoudite est la source la plus importante de soutien financier aux groupes terroristes sunnites dans le monde ». « Selon tous les rapports », au contraire, Daesh est une organisation autofinancée principalement par la contrebande, les extorsions de fonds et les impôts qu'elle prélève dans le territoire qu'elle contrôle.

Surtout, on s'interroge sur les priorités du PTB dans la situation actuelle. La pétition stipule : « Il est hypocrite de vouloir combattre le terrorisme par des mesures vigoureuses au plan intérieur lorsque l'on déroule en même temps le tapis rouge aux financiers de ce même terrorisme djihadiste au plan étranger ». Prise au pied de la lettre, cette phrase semble indiquer que le PTB préfère combattre « le tapis rouge » que « les mesures vigoureuses au plan intérieur » que la droite impose sous prétexte de lutte antiterroriste. Et de fait, comme on l'a vu, ces mesures, le PTB ne les combat pas frontalement : il se contente d'en critiquer certains aspects. On n'ira pas jusqu'à dire que sa pétition est une diversion, mais ce n'est certainement pas la réponse centrale que la gauche doit opposer au projet d'Etat fort impulsé par la droite.

Le deuxième débat, à la Chambre, le 26 novembre, a confirmé que le PTB se contente de critiquer certains aspects de la politique sécuritaire. Le jour même, on apprenait que le MR déposait une proposition de loi visant à interdire les piquets de grève. Plutôt que de dénoncer l'utilisation de la lutte antiterroriste comme paravent pour une offensive contre les droits syndicaux et démocratiques, Raoul Hedebouw s'est mis au diapason du PS et d'Ecolo : il a pointé le manque de cohérence de la communication gouvernementale et s'est réjoui de la mise en place d'une commission parlementaire sur les dix-huit mesures anti-terroristes proposées par Charles Michel (tout en soulignant qu'il y aurait des désaccords sur la politique moyen-orientale). Seul point critique : Raoul a déploré que le droit de manifester soit mis en question actuellement alors que « les gens ont besoin de se toucher, que notre société a besoin de l'oxygène démocratique ». Mais la même critique a été formulée par Jean-Marc Nollet, au nom d'Ecolo, sur le même ton gentillet. On reste dans le cadre du « tous ensemble contre le terrorisme »... avec les nuances propres à chaque famille politique.

« La sécurité, un droit fondamental »

Dans des échanges, notamment sur les réseaux sociaux, des membres du PTB invoquent sans le savoir l'argument de Lionel Jospin : « la sécurité fait partie des droits fondamentaux ». C'est tout à fait exact, seulement voilà : ce droit fondamental, comme d'autres (le droit à la paix, par exemple), le système capitaliste est incapable de le garantir. Pourquoi ? parce qu'il est basé sur la violence de l'exploitation, et que celle-ci porte en elle l'insécurité « comme la nuée, l'orage » (pour paraphraser l'expression célèbre de Jaurès au sujet de la guerre). Que font les politiciens de la classe dominante ? Ils exploitent démagogiquement le besoin légitime de sécurité... pour renforcer les organes étatiques de répression... qui servent à garantir le maintien de l'exploitation... et alimentent l'insécurité. C'est pourquoi toute concession sur ce plan se retournera inévitablement contre la gauche et le monde du travail.

Daniel Richard, secrétaire interprofessionnel de la FGTB de Verviers, écrivait récemment ceci sur les réseaux sociaux : « Quand la « gauche » recourt aux instruments de la droite pour tenter de régler les problèmes de sécurité collective, elle fait toute seule comme une grande la démonstration qu'elle n'a pas (plus ?) de réponse propre aux enjeux de l'heure. Mais elle prouve sans doute aussi qu'elle n'a plus de projet social suffisamment « désirable ». Elle comble ainsi avec des valeurs réactionnaires l'espace politique conquis grâce à la force d'une espérance progressiste. C'est une escroquerie « démocratique ». En Belgique, Elio Di Rupo, symbole du dérapage social-démocrate, a souligné de manière définitive et contre l'évidence que « la sécurité n'est ni de gauche ni de droite ». Cette bêtise sans fond a surtout pour conséquence de se défaire - en une petite phrase racoleuse - du patrimoine socialiste de... la protection sociale. La défense de l'intégrité physique sans la « sécurité sociale », c'est la porte d'entrée dans un fascisme qui, comme le soulignait Brecht, « n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution en temps de crise ». Et ce sont des mandataires élus avec des voix de gauche qui font les portiers... ».

Cette critique radicale, Daniel Richard l'adressait évidemment à la social-démocratie, pas au PTB. Il serait idiot de prétendre que le PTB « recourt aux instruments de la droite pour tenter de régler les problèmes de sécurité collective ». Au contraire, dans les quartiers, notamment à travers les maisons médicales de « Médecine pour le Peuple », les membres du PTB font un travail souvent remarquable de (re)construction solidaire du lien social. Ce travail, et celui de quantité d'associations de terrain qui ne sont pas liées au PTB mais agissent dans le même sens, est une contribution précieuse à l'élaboration d'une réponse de gauche au défi de la sécurité. Une réponse sociale, citoyenne, généreuse, démocratique, antiraciste, solidaire. Une réponse potentiellement anticapitaliste [6]. On aurait souhaité que les porte-parole du PTB au Parlement relaient les voix et les revendications de ces militants de terrain, plutôt que de soutenir les 400 millions d'euros investis à fonds perdus par le gouvernement dans une politique sécuritaire qui ne peut qu'engendrer plus d'insécurité.

Le PTB avait promis que ses élus mettraient en pratique un modèle « rue-parlement-rue ». Mais il y a deux « rues » : la rue consciente et organisée des réseaux, des associations et des activistes de terrain, d'une part ; et « la rue » indistincte des individus isolés, atomisés, bombardés par la propagande de médias abjects, d'autre part. C'est en relayant la première que le PTB peut contribuer à régénérer une « vraie gauche » digne de ce nom. Ce n'est pas facile, c'est même très compliqué, et cela risque de lui coûter des voix. Mais cela vaut mieux que le chemin très glissant et sombre sur lequel il vient de poser un pied imprudent.

Daniel Tanuro

P.-S.

* <http://www.lcr-lagauche.org/attentats-ps-ecolo-et-ptb-dans-le-piege-securitaire/>

Notes

[1] <http://www.ps.be/Pagetype1/Actus/News/Intervention-de-Laurette-Onkelinx-a-la-Chambre-sui.aspx>

[2] Le sp.a a carrément approuvé certaines de ces mesures.

[3] http://www.rtf.be/info/belgique/detail_la-chambre-approuve-une-serie-de-modifications-legislatives-contre-le-terrorisme?id=9034082

[4] <https://www.youtube.com/watch?v=VVO8yrgvPAg&feature=share&app=desktop>

[5] <http://ptb.be/on-ne-joue-pas-avec-largent-du-terrorisme>

[6] Les cinq premiers points de l'article de Dirk De Block « 6 pistes pour lutte contre la radicalisation djihadiste sur le terrain », dans Solidaire, offrent une bonne synthèse de cette contribution

<http://ptb.be/articles/6-pistes-pour-lutter-contre-la-radicalisation-djihadiste-sur-le-terrain>